



**REGISTRE  
des DELIBERATIONS  
du CONSEIL MUNICIPAL  
de GOUDELIN**

Envoyé en préfecture le 02/08/2018

Reçu en préfecture le 02/08/2018

Affiché le

ID : 022-212200853-20180730-2018073047-DE

L'an deux mille dix-huit, le trente juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Didier MORIN, Maire.

**Convoqués :** CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

**Absents :** CORBEL Michel (pouvoir donné à JEZEQUEL Fabien)  
GUEGAN Yannick (pouvoir donné à LE GRAND Marina)  
MILON Martine (pouvoir donné à MARTIN Marie-Christine)  
ROPERS Isabelle (pouvoir donné à DEROUIN Robert)  
TROADEC Helen (pouvoir donné à LE GARFF-TRUHAUD Francette)  
CORLAY Gérald (pouvoir donné à QUERRE Yann)  
QUINTIN Jérémie (pouvoir donné à MORIN Didier)

**Absents non excusés :** LAROSE Arnaud  
GAUVAIN Michaël

**Secrétaire :** QUERRE Yann

**DELIBERATION N  20180730-047**

**Date de convocation :** jeudi 19 juillet

**Objet :** Participation à la procédure de passation d'un marché public d'assurance statutaire lancée par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor

Le Centre de Gestion des Côtes d'Armor gère depuis plusieurs années un contrat-groupe d'assurances statutaires garantissant les collectivités territoriales et les établissements publics adhérents contre les risques financiers découlant de leurs obligations statutaires (décès, accident du travail, maladie professionnelle, congé de longue maladie, congé de longue durée, maladie ordinaire, maternité...).

Le contrat actuel arrivera à échéance le 31 décembre 2019.

Ce contrat a pour objet de regrouper des collectivités territoriales et des établissements publics à l'intérieur d'un marché d'assurance dit « police d'assurance collective à adhésion facultative ».

La Ville de Goudelin, soumise à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurances peut se joindre à la mise en concurrence effectuée par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor.

La mission alors confiée au Centre de Gestion doit être officialisée par une délibération permettant à la collectivité d'éviter de conduire sa propre consultation d'assurances. Celle-ci portera sur les garanties financières et les prestations de gestion du contrat-groupe.

Aussi,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code des Assurances ;

**Vu** le Code des Marchés Publics ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, relative à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 26 alinéa 5 ;

**Vu** le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

**Considérant** la nécessité de passer un contrat d'assurances statutaires ;

**Considérant** que la passation de ce contrat doit être soumise au Code des Marchés Publics ;

Je vous propose :

- de nous joindre à la procédure d'appel d'offres ouvert européen, lancée sur le fondement des articles 26-I-1°, 33, 40-III-2° et 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, pour le contrat-groupe d'assurances statutaires que le Centre de Gestion des Côtes d'Armor va engager en 2019, conformément à l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- de prendre acte que les prestations, garanties et taux de cotisation, lui seront soumis préalablement afin qu'elle puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le Centre de Gestion à compter du 01/01/2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette délibération.

Le présent rapport, mis aux voix, est ADOPTÉ à l'unanimité.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le Maire,  
Didier MORIN

